



DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS À LA MATERNELLE

Comment agir collectivement et dès la naissance,
pour offrir aux enfants québécois des chances égales de réussite ?

DES PISTES DE SOLUTION POUR NOURRIR LA RÉFLEXION ET LE DIALOGUE

OBSERVATOIRE
des tout-petits

 Fondation Lucie
et André Chagnon

RÉSUMÉ

Au Québec, **UN ENFANT SUR QUATRE** à la maternelle est vulnérable dans au moins un domaine de son développement. Cette proportion atteint un sur trois dans les milieux les plus défavorisés et un sur cinq dans les milieux les plus favorisés. Lorsque soumis à l'attention de la population, cette situation est jugée inacceptable par 81% des Québécois. La démarche de dialogue initiée par l'Observatoire des tout-petits, et plus particulièrement le sondage réalisé par la firme Léger à l'été 2016, a établi que les Québécois voient d'un bon œil le fait d'investir davantage en petite enfance.

La population et les acteurs du domaine s'entendent notamment sur la pertinence d'investir davantage auprès des organismes communautaires offrant des services aux familles et aux tout-petits, dans le soutien aux municipalités afin d'offrir de meilleurs services à la petite enfance et dans les logements sociaux destinés aux familles. Toutefois, la mesure qui rallie le plus grand nombre de Québécois (88 %) est l'idée d'accroître le nombre d'activités gratuites offertes aux familles défavorisées par les municipalités, suivie non loin derrière par la mise en place d'un système de dépistage et d'intervention précoce (87 %).

Au-delà des pistes de solution en elles-mêmes, l'élément central qui ressort de la démarche est le nouveau visage de l'action souhaitée en matière de petite enfance au Québec. Les éléments de consensus identifiés confirment en effet l'intérêt de la très grande majorité pour des actions différentes en matière de petite enfance ; des actions résolument ancrées dans les milieux et ne se limitant pas aux créneaux spontanément associés aux tout-petits.

UNE DÉMARCHE EN QUATRE TEMPS

En avril 2016, l'Observatoire des tout-petits lançait son tout premier dossier thématique. Ce dossier avait pour thème **l'écart de développement existant entre les enfants des milieux les plus favorisés et ceux des milieux les plus défavorisés au moment d'entrer à l'école**.

Un mois plus tard, réunies dans le cadre du premier événement de dialogue de l'Observatoire, quelque 700 acteurs d'un peu partout au Québec et provenant d'horizons variés (élus municipaux, intervenants en petite enfance, représentants d'ordres professionnels, scientifiques, etc.) ont identifié une série de mesures susceptibles de réduire cet écart. Les propositions soumises ont permis de mettre en lumière 15 pistes de solution. Les énoncés retenus ont par la suite fait l'objet d'un exercice de priorisation par voie électronique auprès de 1 067 acteurs du monde de la petite enfance. Question d'élargir le dialogue, l'opinion de la population du Québec à l'égard de la majorité de ces énoncés a aussi été mesurée par le biais d'un sondage réalisé par la firme Léger en juillet 2016⁴. Au terme de l'exercice, quatre grands pôles d'action, regroupant un certain nombre de mesures, ont pu être identifiés.

Ce document fait état des mesures jugées prioritaires, tant par les acteurs du monde de la petite enfance, que par la population en général. Il établit les bases d'un consensus dans la société québécoise quant aux actions à privilégier pour offrir à tous les enfants québécois des chances égales de réussite.

L'Observatoire des tout-petits tient à remercier tous les gens qui ont nourri, d'une façon ou d'une autre, le contenu de ce document, que ce soit à titre de participant à l'événement de dialogue ou de répondant au sondage de priorisation. Il remercie également les membres de ses comités scientifique et consultatif ainsi que les divers experts consultés pour leurs commentaires avisés à différentes étapes de ce parcours.



⁴ Le sondage a été réalisé par la firme Léger entre le 12 et le 26 juillet 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 1 501 Québécois âgés de 18 ans et plus.

LES FAITS

Les informations et données présentées proviennent de l'*Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle* réalisée par l'Institut de la statistique du Québec et d'une analyse produite par l'Institut national de santé publique du Québec pour le compte de l'Observatoire des tout-petits.



+600

C'EST LA DIFFÉRENCE ENTRE LE NOMBRE DE MOTS CONNUS PAR LES ENFANTS DE FAMILLES FAVORISÉES ET PAR CEUX DE FAMILLES DÉFAVORISÉES À L'ÂGE DE 3 ANS.

10 % DES ENFANTS À LA MATERNELLE SONT VULNÉRABLES EN CE QUI A TRAIT AU DÉVELOPPEMENT DES HABILETÉS DE BASE EN LECTURE ET EN MATHÉMATIQUES.

1 ENFANT SUR 10

À LA MATERNELLE ÉPROUVE DES DIFFICULTÉS À COMMUNIQUER SES IDÉES ET SES BESOINS DE MANIÈRE COMPRÉHENSIBLE.

500

Mots connus
en familles
défavorisées

1100

Mots connus
en familles
favorisées

9%

DES ENFANTS À LA MATERNELLE
SONT VULNÉRABLES EN CE QUI A
TRAIT AU DÉVELOPPEMENT DES
COMPÉTENCES SOCIALES.

LEUR CAPACITÉ À RESPECTER DES
ROUTINES ET DES RÈGLES, À JOUER
ET À TRAVAILLER AVEC LES AUTRES
PEUT DONC ÊTRE AFFECTÉE.



LES **3/4** DES ENFANTS
À LA MATERNELLE RÉPONDENT
À TOUTES LES ATTENTES
SUR LE PLAN DES
HABILETÉS MOTRICES.



POURQUOI FAUT-IL S'EN PRÉOCCUPER ?

LE DÉVELOPPEMENT AU COURS DES
PREMIÈRES ANNÉES DE VIE D'UN ENFANT
INFLUENCE SA CAPACITÉ À APPRENDRE
ET SA RÉUSSITE À L'ÉCOLE.

Il est notamment établi :

0 À 5
ANS

Que les enfants ayant connu
des conditions de vie difficiles
ou stressantes entre 0 et 5 ans
auront développé moins
d'habiletés avant d'entrer
à la maternelle.

MATERNELLE

Que les habiletés des
tout-petits à la maternelle
sont **susceptibles**
d'influencer leur réussite
scolaire au primaire.

22
ANS

Que la réussite scolaire au
 primaire est **susceptible**
d'influencer le niveau d'études
atteint à l'âge de 22 ans.

LES PÔLES D'ACTION

Quatre grands pôles d'action ont été identifiés pour réduire l'écart de développement existant entre les enfants des milieux les plus défavorisés et ceux des milieux les plus favorisés au moment d'entrer à l'école. Le premier a trait aux investissements requis en petite enfance, le deuxième aborde la question de la prévention, le troisième l'importance de la formation et de la sensibilisation, tandis que le dernier prône la concertation. L'opinion de la population du Québec pour les mesures associées à deux de ces grands pôles, à savoir la nécessité d'investir en petite enfance et de miser sur la prévention, a été évaluée par voie de sondage. La section qui suit présente le regard posé, tantôt par les acteurs de la petite enfance, tantôt par la population sur l'ensemble des mesures identifiées. Elle suggère aussi quelques éléments de la littérature scientifique en lien avec ces pistes de solution.

1 Investir en petite enfance

Sécurité alimentaire, stimulation précoce, accès à des services de santé et à des services de garde de qualité... Au Québec, comme ailleurs, les besoins en matière de petite enfance sont nombreux et diversifiés. En contexte budgétaire difficile, agir de façon durable, en offrant des services à la hauteur des besoins exprimés et des ambitions collectives, constitue un véritable défi pour les acteurs de la petite enfance.

Aussi, lorsqu'interrogés sur les actions à prendre pour favoriser le bien-être et le développement des tout-petits, ces derniers insistent beaucoup sur l'importance de prioriser ce segment de la population en matière de politiques publiques et d'y investir davantage.

Traditionnellement, la population québécoise, elle, se montre plus mitigée sur l'importance à accorder à la petite enfance, particulièrement si des investissements publics sont en jeu et qu'il faut choisir entre les tout-petits, les personnes âgées, la santé ou l'éducation². Toutefois, lorsque sondés spécifiquement sur l'intérêt de certaines mesures en petite enfance :

91 % des Québécois affirment qu'il est important que la société québécoise priorise davantage le bien-être et le développement des enfants âgés de 0 à 5 ans.

Près de 9 Québécois sur 10 (86%) croient aussi qu'il est important que le gouvernement investisse davantage pour favoriser le bien-être et le développement de cette frange de la population.

Services de garde et organismes communautaires

De façon plus détaillée :

95 % des acteurs de la petite enfance considèrent qu'il faut réinvestir dans les services à la petite enfance, notamment les centres de la petite enfance (CPE) et les organismes communautaires, pour assurer la pérennité et l'accès à des services de qualité partout au Québec³.

L'idée n'est pas nouvelle et une proportion importante de la population abonde dans le même sens, puisque :

87 % des Québécois sont d'accord avec le fait d'accroître les sommes accordées aux organismes communautaires offrant des services aux familles et aux tout-petits, tels que de la stimulation précoce, des formations sur les habiletés parentales, des activités d'éveil à la lecture et des services de répit-dépannage.

77 % des Québécois pensent également que le gouvernement devrait investir davantage dans les services de garde à la petite enfance, notamment les CPE.

LA SCIENCE ELLE...

- a établi que la fréquentation d'un service de garde éducatif par les enfants des milieux défavorisés s'avère bénéfique, notamment en ce qui a trait au développement du vocabulaire et aux interactions sociales (Doherty, 2007; Laurin et collab., 2015; Mitchell, Wylie et Carr, 2008). Les effets bénéfiques peuvent perdurer jusqu'à l'adolescence (Vandenbroeck et Lazzari, 2014) et même jusqu'à l'âge adulte (Schweinhart et collab., 2005).
- A mis en lumière le fait que la fréquentation des services de garde préscolaire est inférieure dans les milieux défavorisés (Geoffroy et collab., 2012; Giguère et Desrosiers, 2010; Gingras, Audet et Nanhou, 2011; Japel, 2008.).

² Voir le *Sondage sur les aspirations des Québécois en matière de politiques sociales* réalisé par Léger pour le compte de la Fondation Lucie et André Chagnon et rendu public en septembre 2015.

³ L'investissement dans les services de garde à la petite enfance et dans les organismes communautaires faisait partie du même énoncé de priorisation soumis aux acteurs de la petite enfance, de sorte qu'on ne peut distinguer les deux.

Logement social, transport collectif et services offerts par les municipalités

Par ailleurs, parce que plusieurs éléments peuvent influencer positivement le développement des enfants, dont les conditions dans lesquelles ils vivent, leurs interactions sociales et le fait d'avoir accès à des activités de loisirs, un certain nombre d'autres domaines ont été jugés prioritaires en termes d'investissement par les acteurs de la petite enfance.

Concrètement :

79 % des acteurs de la petite enfance considèrent qu'il est prioritaire d'investir dans les logements sociaux, notamment pour assurer aux familles à faible revenu l'accès à des espaces de vie de taille convenable, à des coûts abordables.

Une proportion égale (79 %)

croit également qu'il est primordial de soutenir financièrement le développement du transport collectif à l'extérieur des grands centres afin de contrer l'isolement social auquel sont confrontées bon nombre de familles à faible revenu.

C'est cette même préoccupation qui incite aussi

76 %

des acteurs de la petite enfance à prioriser l'offre de services gratuits aux familles défavorisées dans les municipalités, notamment en matière de loisirs.

LA SCIENCE ELLE...

- laisse entendre qu'il existerait un lien entre les caractéristiques du logement, le bien-être et le développement des enfants. Malgré certains résultats contradictoires entre les études, les enfants d'âge préscolaire vivant dans ces conditions (densité d'occupation du logement élevée et coût inabordable du loyer) seraient en effet plus à risque de développer des retards développementaux sur le plan cognitif, langagier et socioaffectif au cours de leur vie (Artani et collab., 2011; Becker et collab., 2011; Coley et collab., 2013; Evans et collab., 2010; Leventhal et Newman, 2010).
- démontre que les parents de milieux défavorisés qui utilisent les ressources du quartier (par exemple, les banques communautaires, les clubs de lecture, etc.) élargissent leur réseau de soutien social. En retour, cela exerce une influence positive sur le développement de leur enfant (Duval et Bouchard, 2013).

La perception de la population en général à l'égard des secteurs d'investissement à privilégier est pour sa part assez similaire à celle des acteurs de la petite enfance. Elle confirme aussi l'ouverture des Québécois à des mesures différentes de celles traditionnellement accolées au bien-être et au développement des tout-petits.

De fait :

82 % des Québécois
souhaitent voir le
gouvernement investir davantage
dans les logements sociaux
destinés aux familles.

un peu plus de 8 Québécois sur 10 (85 %)
sont aussi favorables à l'idée que le gouvernement soutienne
financièrement les municipalités pour améliorer leur offre
de services à la petite enfance (parc, camp de jour, activités
de loisirs, etc.).

Sondés sur l'importance accordée aux services offerts aux familles dans le choix de leur lieu de résidence, 49 % des Québécois confirment d'ailleurs y accorder beaucoup ou assez d'importance. Cette proportion atteint 63 % chez les répondants ayant des enfants.

Toujours à l'échelle locale,

76 % des répondants au sondage populationnel croient en la pertinence d'injecter de nouvelles sommes dans le développement du transport collectif à l'extérieur des grands centres urbains pour contrer l'isolement des familles.

La mesure qui rallie le plus grand nombre de Québécois, soit

88 % des répondants, est toutefois l'idée d'accroître le nombre d'activités gratuites offertes aux familles défavorisées par les municipalités.

LA SCIENCE ELLE...

- considère les investissements en petite enfance comme de l'argent en banque. De fait, selon le Center on the Developing Child de l'Université Harvard, un dollar investi en vue de donner aux enfants un meilleur départ dans la vie présente un rendement de 4 à 9 dollars tout au long de la vie de l'enfant (Center on the Developing Child, 2007).

Miser sur la prévention

Selon l'adage mille fois entendu, mieux vaut prévenir que guérir. Abondant dans ce sens, une très large proportion des acteurs de la petite enfance ont réitéré la pertinence d'agir tôt dans la vie des enfants. Cet objectif prend la forme de différentes pistes d'action. La plus populaire d'entre elles est en lien avec les premiers acteurs dans la vie des enfants que sont les parents. Elle appelle toutefois à l'engagement collectif.

De fait :

90 %

des acteurs du monde de la petite enfance considèrent primordial de renforcer le soutien offert aux parents et de miser sur la collaboration avec eux pour le mieux-être des tout-petits. Ils y voient notamment une manière de favoriser l'implication des deux parents dans le développement de leurs enfants et de prévenir l'apparition de certains problèmes.

LA SCIENCE ELLE...

- affirme que le soutien social est un facteur de protection contre le développement des problèmes de comportement chez les enfants, les effets de la détresse psychologique du parent et la présence de faibles habiletés parentales (Desrosiers, 2013, Hamelin-Brabant et collab., 2015; Heberle et collab., 2015, Leahy-Warren et collab., 2011).

Dépistage, intervention précoce et transition vers la maternelle

84 % **des acteurs** de la petite enfance se disent convaincus de l'importance d'encourager le dépistage et l'intervention précoce, c'est-à-dire le fait d'agir le plus tôt possible dans la vie de l'enfant, et ce, peu importe leur milieu de vie.

87 % **des Québécois** accueillent cette idée favorablement.

Les acteurs du monde de la petite enfance ont par ailleurs insisté sur l'importance de la transition vécue par les enfants lors de leur entrée à l'école. À ce sujet, ils ont exprimé la volonté de voir implanter partout au Québec des initiatives (activités, outils d'animation, etc.) pour accompagner les enfants durant cette période charnière.

L'instauration d'un plan structuré de transition vers la maternelle a obtenu l'aval de **70 % des acteurs** de la petite enfance et de **près de 8 Québécois sur 10** (76%).

Un peu moins d'un Québécois sur deux (48%) se dit en outre favorable à l'idée de la maternelle à l'âge de 4 ans.

LA SCIENCE ELLE...

- a démontré que la transition vers la maternelle est vécue plus difficilement par les enfants issus de milieux défavorisés et exige que l'on s'en préoccupe (Rimm-Kaufman et collab., 2000 ; Canton et collab., 2011).

Former et sensibiliser

Savoir, c'est pouvoir. En accord avec cette prémissse, les acteurs de la petite enfance ont accordé une place de choix à la formation des intervenants, mais aussi à la sensibilisation de la population en général. Derrière ce discours, une idée maîtresse : celle d'agir mieux en affinant les connaissances et les actions réalisées auprès des enfants âgés de 0 à 5 ans.

Le profil des personnes œuvrant en petite enfance, leur formation et leur expérience sont fort diversifiés. Si une certaine homogénéité est notée dans les centres de la petite enfance et les écoles, dans d'autres milieux, dont le secteur communautaire, les ressources en place offrent un visage beaucoup plus varié. Aux dires des acteurs du monde de la petite enfance, les intervenants, éducateurs et membres du personnel enseignant ont cependant un point en commun : peu d'entre eux ont une connaissance approfondie du développement des enfants entre 0 et 5 ans, à plus forte raison lorsque ces derniers sont aux prises avec des problématiques particulières.

Formation

79 %

des acteurs de la petite enfance souhaitent que la formation des intervenants des organismes communautaires, des éducateurs et du personnel enseignant au préscolaire soit rehaussée pour inclure davantage de notions sur le développement des tout-petits et les réalités propres à certaines clientèles ou problématiques.

Les acteurs du monde de la petite enfance ont aussi insisté sur le fait que l'expérience acquise et le partage d'expertise sont des sources importantes de développement et qu'elles devraient être encouragées.

De fait :

75 %

d'entre eux considèrent primordial de partager les pratiques gagnantes en petite enfance par le biais d'activités de transfert de connaissances ou d'événements de partage, y compris avec le reste du Canada.

Sensibilisation

Le grand public n'est pas en reste.

Afin de sensibiliser l'ensemble de la population aux différents aspects du développement global des enfants et aux écarts existants entre les milieux favorisés et défavorisés, les acteurs du monde de la petite enfance ont notamment insisté sur l'importance de mettre en place des programmes et des services qui favorisent la mixité sociale, c'est-à-dire la rencontre entre des gens issus des milieux défavorisés et ceux provenant des milieux favorisés. La plus-value d'une telle approche est largement reconnue dans le secteur de la petite enfance.

Pour preuve :

79% des acteurs du domaine jugent cette action prioritaire.

68% croient également qu'il serait pertinent de réaliser une campagne de sensibilisation sur le développement global des enfants à l'intention de la population en général, des parents et des décideurs.

La pertinence de former et de sensibiliser l'ensemble des acteurs et de la population sur le développement global des enfants n'a pas été mesurée directement par le biais du sondage populationnel. Le niveau de connaissance des répondants en ce qui a trait à l'écart existant entre les enfants des milieux favorisés et défavorisés au moment d'entrer à l'école apporte toutefois un certain éclairage sur la pertinence d'une telle mesure.

De fait, lorsque interrogés sur la question, une majorité de Québécois sous-estime ou avoue ne pas connaître la proportion d'enfants vulnérables dans au moins un domaine de leur développement à la maternelle (santé physique et bien-être, compétences sociales, maturité affective, développement cognitif et langagier, habiletés de communications et connaissances générales).

Lorsque connues, les proportions d'un enfant sur quatre au Québec, d'un enfant sur trois dans les milieux les plus défavorisés et d'un enfant sur cinq dans les milieux les plus favorisés, sont toutefois jugées inacceptables par **81 % des Québécois**.

LA SCIENCE ELLE...

affirme que la formation initiale (Bigras et coll., 2010; Doherty et coll., 2006; Drouin et coll., 2004; Goelman et coll., 2006; NICHD Early Child Care Research Network, 2002) et la formation continue (Pianta et coll., 2015) des adultes qui interagissent avec les enfants sont des éléments incontournables pour l'établissement d'un milieu éducatif de qualité.

Agir de façon concertée

Mettre en commun les expertises, partager les ressources, établir des cibles conjointes et se donner les moyens de les atteindre ensemble... Pour les acteurs de la petite enfance, il s'agit d'éléments incontournables à toute action réussie en matière de développement et de bien-être des tout-petits.

Ainsi :

89 %

des acteurs de la petite enfance considèrent qu'il faut encourager le dialogue et la collaboration entre les milieux préscolaires, scolaires, communautaires, municipaux et le réseau de la santé et des services sociaux.

De façon plus concrète,

86 % sont d'avis qu'il faut encourager le partage des ressources spécialisées (orthophonie, psychoéducation, psychologie, travail social, etc.) entre les milieux éducatifs et les milieux de la santé et des services sociaux.

Tandis que :

76 % jugent primordial d'encourager le partage d'infrastructures et de programmes entre les municipalités et les organismes locaux.

LA SCIENCE ELLE...

affirme qu'une coordination des actions entre le service de garde éducatif et la maternelle serait bénéfique, notamment pour les enfants des milieux défavorisés (Bogard et Takanishi, 2005; Cantin et collab, 2011; LoCasale-Crouch et collab., 2008; Pianta, Cox et Snow, 2007).

DES ÉLÉMENTS DE CONSENSUS

Les opinions exprimées par les acteurs de la petite enfance et les Québécois sont non seulement convergentes en ce qui a trait à l'idée d'investir davantage pour favoriser le bien-être et le développement des enfants âgés de 0 à 5 ans en général, mais aussi au regard de la majorité des secteurs d'investissement à cibler.

Le fait de prioriser certains secteurs d'investissement est compatible avec l'idée d'agir tôt dans la vie des enfants. Pas étonnant donc que la prévention ait aussi été ciblée comme une piste de solution prometteuse. Deux des mesures identifiées par les acteurs de la petite enfance font particulièrement consensus auprès de la population. Il s'agit, dans un premier temps, de la mise en place d'un système de dépistage et d'intervention précoce. Et, dans un second temps, de l'instauration d'un plan de transition structuré vers la maternelle pour les tout-petits.

Bien que ces différentes pistes de solution doivent être étudiées pour s'assurer de leur pertinence scientifique et de leur faisabilité au Québec, l'Observatoire espère qu'elles nourriront les réflexions des décideurs quant aux actions à prendre. Chose certaine, les éléments de consensus identifiés confirment l'intérêt de la très grande majorité pour des actions différentes en matière de petite enfance ; des actions résolument ancrées dans les milieux et loin de se limiter aux créneaux spontanément associés aux tout-petits. Par-dessus tout, les résultats obtenus montrent un Québec en faveur d'une prise d'action sociale en petite enfance. Un Québec prêt à agir collectivement, et dès la naissance, pour offrir à tous les mêmes chances de réussite.

1 Investir en petite enfance

Investir davantage dans :

- Services de garde à la petite enfance
- Organismes communautaires offrant des services aux familles et aux tout-petits
- Logements sociaux destinés aux familles
- Transport collectif à l'extérieur des grands centres urbains
- Soutien aux municipalités pour offrir de meilleurs services à la petite enfance
- Activités gratuites pour les familles défavorisées dans les municipalités

2 Miser sur la prévention

- Mettre en place un système de dépistage des problèmes de développement et des mesures d'intervention précoce
- Instaurer un plan de transition structuré pour la maternelle

OFFRIR AUX
ENFANTS QUÉBÉCOIS
DES CHANCES ÉGALES
DE RÉUSSITE

3 Former et sensibiliser

- Rehausser la formation des intervenants des organismes communautaires, des éducateurs et du personnel enseignant au préscolaire
- Partager les pratiques gagnantes en petite enfance
- Réaliser une campagne de sensibilisation sur le développement global des enfants

4 Agir de façon concertée

- Encourager le dialogue et la collaboration entre les milieux préscolaires, scolaires, communautaires, municipaux et le réseau de la santé et des services sociaux
- Partager les ressources spécialisées entre les milieux éducatifs et les milieux de la santé et des services sociaux
- Encourager le partage d'infrastructures et de programmes entre les municipalités et les organismes locaux

TABLEAU SYNTHÈSE DES MESURES SONDÉES

Mesures	Acteurs de la petite enfance Taux d'adhésion ou d'accord	Population québécoise Taux d'adhésion ou d'accord
Investir davantage dans les organismes communautaires offrant des services aux familles et aux tout-petits	95 %	87 %
Investir davantage dans les services de garde à la petite enfance	95 % ⁴	77 %
Investir davantage dans les logements sociaux destinés aux familles	79 %	82 %
Investir davantage dans le transport collectif à l'extérieur des grands centres pour contrer l'isolement des familles	79 %	76 %
Investir davantage dans le soutien aux municipalités afin d'offrir de meilleurs/plus de services à la petite enfance (parcs, activités de loisirs, etc.).	76 %	85 %
Offrir davantage d'activités gratuites (camp de jour, activités de loisir, etc.) aux familles défavorisées dans les municipalités	76 %	88 %
Mettre en place un système de dépistage des problèmes de développement et des mesures d'intervention précoces	84 %	87 %
Instaurer un plan de transition structuré vers la maternelle	70 %	76 %

⁴ L'investissement dans les services de garde à la petite enfance et dans les organismes communautaires faisait partie du même énoncé de priorisation soumis aux acteurs de la petite enfance, de sorte qu'on ne peut distinguer les deux.

TAUX D'ADHÉSION OU D'ACCORD AUX MESURES SONDÉES PAR RÉGION

Mesures	Ensemble du Québec	Région métropolitaine de Montréal	Région métropolitaine de Québec	Saguenay	Abitibi	Mauricie	Outaouais	Autres
Investir davantage pour favoriser le bien-être et le développement des enfants âgés de 0 à 5 ans	86 %	85 %	84 %	93 %	92 %	93 %	90 %	87 %
Investir davantage dans les organismes communautaires offrant des services aux familles et aux tout-petits	87 %	87 %	85 %	85 %	87 %	88 %	86 %	87 %
Investir davantage dans les services de garde à la petite enfance	77 %	78 %	72 %	76 %	83 %	77 %	84 %	77 %
Investir davantage dans les logements sociaux destinés aux familles	82 %	84 %	77 %	81 %	84 %	75 %	86 %	82 %
Investir davantage dans le transport collectif à l'extérieur des grands centres pour contrer l'isolement des familles	76 %	79 %	70 %	72 %	80 %	73 %	78 %	74 %
Investir davantage dans le soutien aux municipalités afin d'offrir de meilleurs / plus de services à la petite enfance (parcs, activités de loisirs, etc.)	85 %	84 %	85 %	86 %	86 %	89 %	90 %	85 %
Offrir davantage d'activités gratuites (camp de jour, activités de loisir, etc.) aux familles défavorisées dans les municipalités	88 %	88 %	87 %	90 %	93 %	87 %	84 %	89 %
Mettre en place un système de dépistage des problèmes de développement et des mesures d'intervention précoces	87 %	87 %	86 %	90 %	91 %	88 %	90 %	87 %
Instaurer un plan de transition structuré vers la maternelle	76 %	76 %	66 %	82 %	82 %	80 %	82 %	76 %
Maternelle 4 ans	48 %	53 %	45 %	35 %	40 %	43 %	42 %	44 %

POUR EN SAVOIR+

SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS À LA MATERNELLE :

Institut de la statistique du Québec (2012). *Enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle*. Québec : Québec.

Consultez la section *Dossier* du site de l'Observatoire des tout-petits

SUR CE QUE DIT LA SCIENCE À L'ÉGARD :

► de la portée des investissements en petite enfance

Center on the Developing Child (2007). *Early childhood program effectiveness*. In *Brief*., Harvard University.

► du lien existant entre le logement et le développement des enfants

A ARATANI, Y., CHAU, M. M., WIGHT, V., et ADDY, S. D. (2011). *Rent burden, housing subsidies and the well-being of children and youth*. Repéré à <http://academiccommons.columbia.edu/catalog/ac:146767>

BECKER CUTTS, D., MEYERS, A.F., BLACK, M.M., CASEY, P.H., CHILTON, M., COOK, J.T., ... FRANK, D.A. (2011). US Housing Insecurity and the Health of Very Young Children. *American Journal of Public Health*, 101(8), 1508-1514.

COLEY, R. L., LEVENTHAL, T., LYNCH, A. D., et KULL, M. (2013). Relations between housing characteristics and the well-being of low-income children and adolescents. *Developmental psychology*, 49(9), 1775.

EVANS, G. W., RICCIUTI, H. N., HOPE, S., SCHOON, I., BRADLEY, R. H., CORWYN, R. F. et HAZAN, C. (2010). Crowding and Cognitive Development: The Mediating Role of Maternal Responsiveness among 36-Month-Old Children. *Environment and Behavior*, 42(1), 135-148.

LEVENTHAL, T et NEWMAN, S. (2010). Housing and child development. *Children and Youth Services Review*, 32(9), 1165-1174.

► du lien entre la fréquentation d'un service de garde préscolaire et le milieu socioéconomique

GEOFFROY, M.-C. et collab. (2010). Closing the gap in academic readiness and achievement: the role of early childcare. *Journal of Child Psychology and Psychiatry, and Allied Discipline*, 51(12), 1359-1357.

GIGUÈRE, C., et H. DESROSIERS (2010). *Les milieux de garde de la naissance à 8 ans : utilisation et effets sur le développement des enfants. Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ 1998-2010) – De la naissance à 8 ans*. Québec : Institut de la statistique du Québec.

GINGRAS, L., N. AUDET et V. NANHOU (2011). *Enquête sur l'utilisation, les besoins et les préférences des familles en matière de services de garde 2009 : Portrait québécois et régional*. Québec : Institut de la statistique du Québec.

JAPEL, C. (2008). Risques, vulnérabilité et adaptation : les enfants à risque au Québec. *Choix IRPP*, 14(8), 46 p.

► du lien entre le développement des enfants et la fréquentation d'un service de garde éducatif

DOHERTY, G. (2007). Ensuring the best start in life. Targeting versus universality in early childhood development. *Choices*, 13 (8), 1-49.

MITCHELL, L., C. WYLIE et M. CARR (2008). *Outcomes of early childhood education: literature review*. New Zealand : Ministry of Education.

VANDENBROECK, M., et A. LAZZARI (27 mai 2014). Accessibility of early childhood education and care : a state of affairs. *European Early Childhood Education Research Journal*, 22 (3), 327-335. Repérer à <<http://dx.doi.org/10.1080/1350293X.2014.912895>> (consulté le 9 février 2016).

SCHWEINHART, L. J., J. MONTIE, Z. XIANG, S. BARNETT, C. R. BELFIELD et M. NORES (2005). *Lifetime Effects: The High/Scope Perry Preschool Study Through Age 40*. Ypsilanti, MI : High/Scope Press.

► le soutien social comme facteur de protection en matière de développement des enfants

HAMELIN-BRABANT, L., DE MONTIGNY, F., ROCH, G., DESHAIES, M.-H., MBOUROU-AZIZAH, G., BORGÈS DA SILVA, R., ... FOURNIER, C. (2015). Vulnérabilité périnatale et soutien social en période postnatale : Une revue de la littérature. *Santé Publique*, 1(27), 27-37.

HEBERLE, A.E., KRILL, S.C., BRIGGS-GOWAN, M.J. et CARTER, A.S. (2015) Predicting externalizing and internalizing behavior in kindergarten: Examining the buffering role of early social support. *Journal of Clinical Child & Adolescent Psychology*, 44(4), 640-654.

LEAHY-WARREN, P., MCCARTHY, G. et CORCORAN, P. (2011). First-time mothers: social support, maternal parental self-efficacy and postnatal depression. *Journal of Clinical Nursing*, 21, 388-397.

► l'importance de la transition vers la maternelle pour les enfants des milieux défavorisés

RIMM-KAUFMAN, S.E. et PIANTA, R.C. (2000) An ecological perspective on the transition to kindergarten: A theoretical framework to guide empirical research. *Journal of Applied Developmental Psychology*, 21, 491-511.

CANTIN, G., BOUCHARD, C., CHARRON, A. et LEMIRE, J. (2011). *Évaluation du programme Accès à l'école: évaluation des effets*. Montréal, Québec : Centre de services préventifs à l'enfance (CSPE).

DUVAL, S. et BOUCHARD, C. (2013). *Soutenir la préparation à l'école et à la vie des enfants issus de milieux défavorisés et des enfants en difficulté*. Québec, Université Laval.

► l'importance de la formation initiale et de la formation continue des adultes qui interagissent avec les tout-petits

BIGRAS, N. et autres (2010). A Comparative Study of Structural and Process Quality in Centre-Based and Family-Based Child Care Services. *Child and Youth Care Forum*, 39(3), 129-150.

DOHERTY, G. (2007). *Conception to age six: the foundation of school-readiness*. Conférence présentée lors du colloque Partners in Action – Early Years Conference.

DROUIN, C., BIGRAS, N., FOURNIER, C., DESROSIERS, H. et BERNARD, S. (2004). *Enquête Grandir en Qualité*. Québec, Québec : Institut de la statistique du Québec.

NATIONAL INSTITUTE OF CHILD HEALTH AND HUMAN DEVELOPMENT EARLY CHILD CARE RESEARCH NETWORK (2003). Do children's attention processes mediate the link between family predictors and school readiness? *Developmental Psychology*, 39, 581-593.

► la plus-value de coordonner les actions entre les services de garde et l'école

BOGARD, K. et TAKANISHI, R. (2005). PK-3 : An aligned and coordinated approach to education for children 3 to 8 years old. *Social Policy Report*, 19(3). Repéré à <http://files.eric.ed.gov/fulltext/ED521747.pdf>.

CANTIN, G., BOUCHARD, C., CHARRON, A. et LEMIRE, J. (2011). *Évaluation du programme Accès à l'école: évaluation des effets*. Montréal, Québec : Centre de services préventifs à l'enfance (CSPE).

LOCASALE-CROUCH, J., MASHBURN, A. J., DOWNER, J. T. et PIANTA, R. C. (2008). Prekindergarten teachers' use of transition practices and children's adjustment to Kindergarten. *Early childhood research quarterly*, 23(1), 124-139.

PIANTA, R. C., COX, M. et SNOW, K. (2007). *School readiness and the transition to Kindergarten in the era of accountability*. Baltimore : Brookes Publishing.

SUR LA SANTÉ, LE BIEN-ÊTRE, LE DÉVELOPPEMENT DES ENFANTS QUÉBÉCOIS ÂGÉS DE 0-5 ANS ET LES ENVIRONNEMENTS DANS LESQUELS ILS ÉVOLUENT EN GÉNÉRAL :

Consultez, la section *Données* du site de l'Observatoire des tout-petits.

OBSERVATOIRE des tout-petits

VEILLER POUR ÉVEILLER

L'Observatoire des tout-petits a pour mission de contribuer à placer le développement et le bien-être des tout-petits au cœur des priorités de la société québécoise. Pour y parvenir, l'Observatoire regroupe les données les plus rigoureuses concernant les 0-5 ans, produit des dossiers thématiques et suscite le dialogue autour des actions collectives nécessaires dans ce domaine.

Tout-petits.org



Fondation Lucie
et André Chagnon